Fillon, zone euro : l'accord du 27 octobre reste notre feuille de route commune

Mesdames et Messieurs,

La semaine dernière, les Chefs d'Etat et de gouvernement ont adopté un plan global de stabilisation de la zone euro. Ce plan prévoit tout d'abord une solution aux problèmes que rencontre la Grèce :

- avec un nouveau programme d'aide de l'Union européenne et du FMI à la Grèce d'un montant de 100 Mds €,
- et la décision des créanciers privés de renoncer à la moitié de leurs créances sur la Grèce, de sorte que le pays puisse retrouver un niveau d'endettement soutenable.

Je veux vous dire que, à la suite de l'annonce faite avant-hier par le Premier ministre grec, la France reste déterminée, avec ses partenaires, à obtenir l'application pleine et entière de cet accord. Le Président de la République s'en est entretenu hier avec la Chancelière allemande, et ils évoqueront à nouveau ce sujet dès cet après-midi à Cannes, en liaison avec les institutions européennes, le FMI et les autorités grecques.

L'accord du 27 octobre reste notre feuille de route commune et doit être mis en place dans les meilleurs délais. Dans ce contexte, il est plus que jamais nécessaire que la France montre l'exemple en mettant en œuvre au plus vite les volets qui la concernent. C'est dans cet esprit que j'ai réuni ce matin, en présence de François BAROIN et du Gouverneur de la Banque de France, Christian NOYER, les dirigeants des banques françaises, afin de m'assurer de la bonne application des décisions du sommet de la semaine dernière concernant le secteur bancaire. Il a été décidé, afin de renforcer la solidité du secteur financier européen, que les banques devraient renforcer leurs capitaux propres pour atteindre une cible de 9 % de fonds propres durs en juin 2012. Pour les banques européennes, cela représente 106 milliards d'euros supplémentaires, et pour les banques françaises un peu plus de 8 milliards d'euros.

Les représentants des banques françaises, qui ont déjà considérablement renforcé leurs fonds propres depuis 2008, à hauteur de 50 milliards d'euros, m'ont confirmé ce matin qu'ils seraient en mesure d'atteindre cette nouvelle cible d'ici juin 2012, principalement en mobilisant leurs bénéficiaires et en maîtrisant leurs risques. Nous avons fixé ensemble un premier calendrier : chaque banque présentera avant le 15 décembre, à l'autorité de contrôle prudentiel, un plan détaillé de la façon dont elle compte atteindre cet objectif. Les représentants des banques m'ont confirmé ne pas avoir besoin de capitaux publics pour

cela. Et ils m'ont confirmé leur objectif d'aller au-delà et d'anticiper l'application des règles de solvabilité de l'accord de Bâle 3 dès 2013, donc bien en avance par rapport au calendrier prévu par cet accord.

Le renforcement des fonds propres des banques doit être leur priorité absolue. Compte tenu du contexte actuel, elles devront faire preuve de la plus grande modération dans la distribution de dividendes aux actionnaires et en ce qui concerne leur politique de rémunération des dirigeants et de bonus. J'ai demandé au Gouverneur de la Banque de France d'être particulièrement vigilant sur ce point, en vérifiant en amont le montant des enveloppes envisagées et en utilisant, en tant que de besoin, les pouvoirs dont il dispose. S'agissant plus particulièrement des bonus, le G 20 a adopté dès 2009, à l'initiative de la France, des règles précises d'encadrement de ces rémunérations. La France a été le premier pays à les mettre en place, et elle est probablement celui qui les applique le mieux. Compte tenu du contexte, les montants qui seront accordés au titre de l'année 2011 devront être en baisse significative.

Les efforts que les banques doivent faire pour renforcer leurs fonds propres passent en partie par une réduction des risques qu'elles portent dans leurs bilans. Mais cela ne doit pas se faire au détriment du financement de l'économie de notre pays. En particulier il ne doit pas y avoir de resserrement de l'accès au crédit des PME, qui n'ont pas la possibilité comme les grandes entreprises de recourir à des sources alternatives de financement.

Les dernières statistiques, arrêtées à la fin du mois de septembre, montrent une progression dynamique des encours de crédits aux entreprises de + 5,1 % sur un an, ce qui est très supérieur à la moyenne de la zone euro, qui n'est que de 1,6 %. Pour les PME, la croissance est de + 4,8%. Il est essentiel que cette dynamique continue, et que les représentants des banques s'engagent à tout mettre en oeuvre pour que cette croissance du crédit aux PME se poursuive, et soit en cohérence avec le PIB. Pour que le Gouvernement puisse s'en assurer, j'ai demandé à François BAROIN d'organiser, en liaison avec le Gouverneur de la Banque de France et avec le Médiateur du crédit, Gérard RAMEIX, un suivi trimestriel de ces chiffres qui nous permettra, le cas échéant, de prendre des décisions nécessaires sur des trajectoires qui ne seraient pas conformes aux engagements qui ont été pris.

<http://www.blog-fillon.com/article-fillon-zone-euro-l-accord-du-27-octobre-reste-notre-feuille-de-route-commune-87817116.html>